

N° 790 — 4 F

DU 29 JUIN AU 5 JUILLET 78

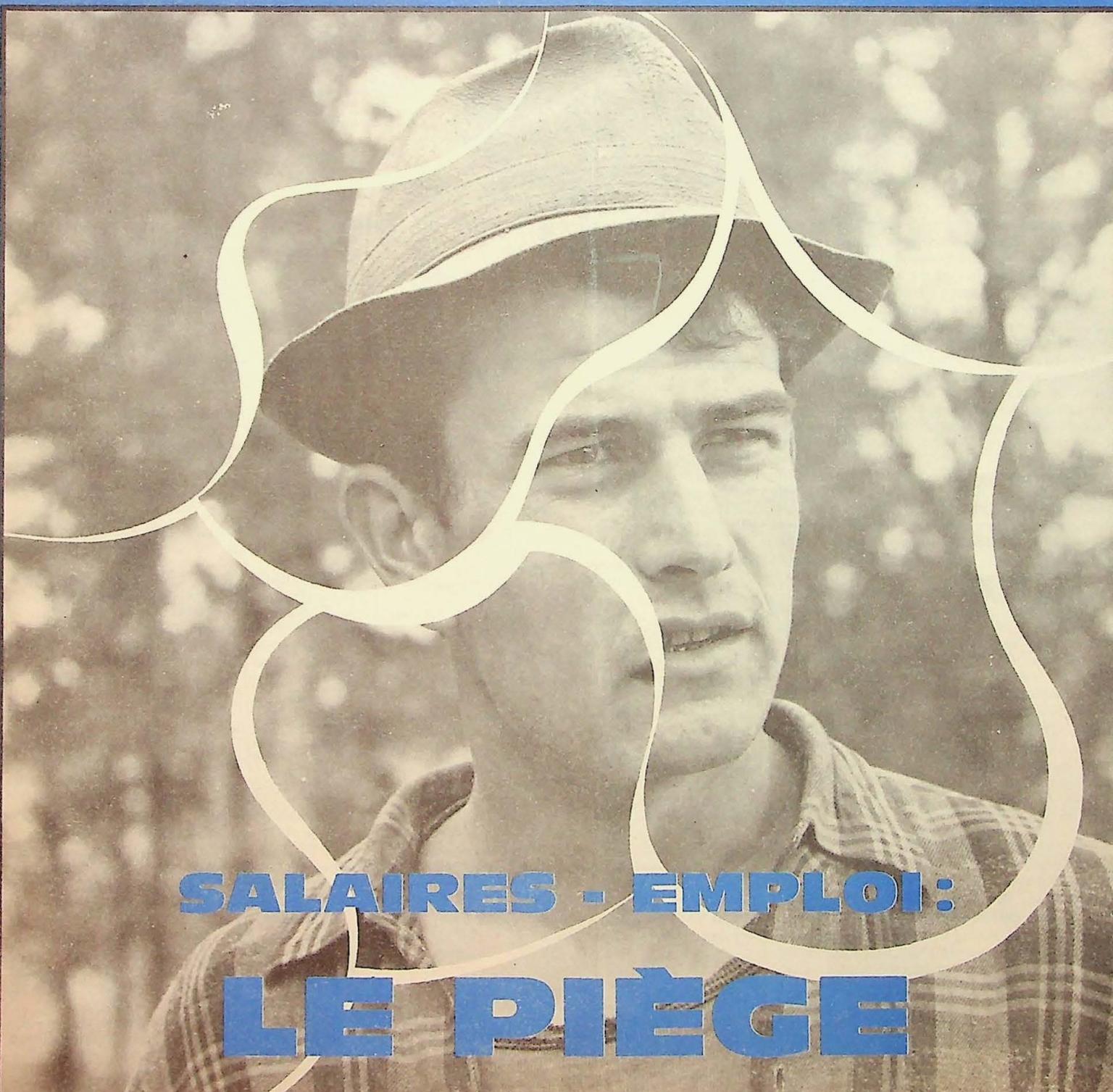
NOUVELLE ÉDITION

HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ

PSU

tribune socialiste

YOUgoslavie
TRENTÉ ANS
APRÈS



SALAIRES - EMPLOI:

LE PIÈGE

VACANCES PAS COIN

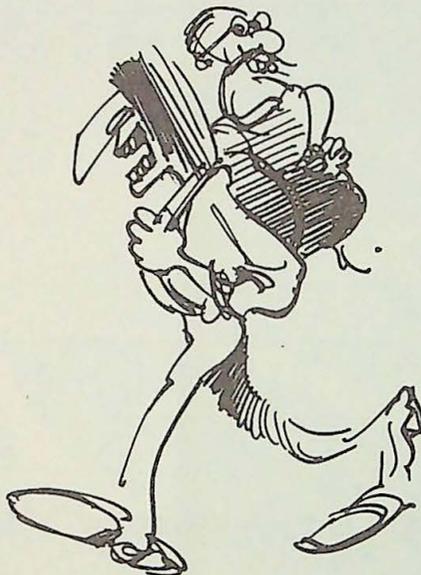
● **SEJOURS DE JEUNES.** L'association La Brèche (15110 La Trinitat) accueille des jeunes de sept à dix ans dans un vieux presbytère, et ceux de quatorze à dix-sept ans sous la tente, autour d'une ferme où se déroulent les activités... et l'attente du beau temps. Les séjours sont basés sur l'initiation à la vie rurale pour les plus jeunes, et sur l'initiation à la musique et à la danse traditionnelles pour les plus âgés. Avec des randonnées. Pour un séjour de vingt-huit jours, en juillet ou en août, les prix vont de 1250 à 1450 F, selon le type de séjour (car il y a d'autres variantes). Les animateurs ajoutent à leurs explications : « On sait que c'est cher, mais on ne peut pas faire autrement. » On peut leur téléphoner en faisant le (71) 23-91-11, puis en demandant le 8 à La Trinitat. Pour ceux qui n'ont pas la liste des départements sous la main, on signale que cela se passe dans le Cantal.

● **RENCONTRES EN BRETAGNE.** « La scop avel nevez », nous explique Jean-Claude Besret (cela ne vous rappelle rien ? Cherchez bien), coopérative culturelle de Plougrescant (entre Lannion et Paimpol), fondée en 1975, est née d'un désir. « Désir d'un lieu où puisse émerger un art de vivre, d'un lieu où puissent s'éprouver dans la durée de nouveaux rapports interpersonnels et sociaux, d'un lieu de création et de vie. Par sa forme juridique, elle s'insère dans le réseau des sociétés coopératives ouvrières de production, mais, tant par son objet, qui est de produire des services culturels, que par sa composition (où les travailleurs rémunérés sont minoritaires par rapport aux autres acteurs du projet), elle se présente comme une sorte de croisement entre les formes d'organisation coopérative du travail et une recherche conduite habituellement dans un cadre associatif. Ce choix, qui ne va pas sans poser de nombreux problèmes aux différents niveaux de gestion de l'entreprise, constitue en lui-même un terrain d'expérimentation sociale à la frontière de la marginalité et de l'insertion dans les cadres établis de la société économique occidentale. » Sur ces bases, la Scop organise, pendant l'été, toute une série de rencontres, de discussions et de stages : cela va du tissage (350 F) à une discussion sur le « narcissisme et le vieillissement », en passant par le problème de l'insertion des jeunes dans la vie (1^{er} au 8 juillet), l'actualité de la mystique, la recherche pour une société ludique, ou un atelier de peinture. (« Scop avel nevez », 22820 Plougrescant - Tél. 20-38-13).

● **CABANES POUR ENFANTS.** Dans le programme de la Scop décrite ci-dessus, on a aussi relevé, pour les enfants, du 9 au 15 juillet, un stage sur la construction des cabanes. De mon temps (eh oui !), on n'avait pas besoin d'un animateur pour cela, mais les temps ont sans doute largement changé. A noter aussi un stage sur l'utilisation et la construction des marionnettes (toujours pour les enfants), du 16 au 22 juillet.

● **RELAIS INTERNATIONAUX POUR JEUNES.** La Fédération nationale des C.L.A.J. (Clubs de loisirs et d'action de la jeunesse) dispose d'un certain nombre de centres d'accueil sympas, où l'on peut passer ou bien séjourner. Quant à l'animation, elle est assurée par ceux qui passent ou séjournent, justement. On n'est pas très enthousiaste pour les relais de la Côte d'Azur, mais, après tout, il en faut pour tous les goûts, et la

Lecteurs de T.S. et de P.H. s'aident à trouver des vacances différentes. On croule sous les informations. Il y en a pour tous les goûts. Envoyez les offres et les demandes à Claude Boris, 14-16, rue des Petits-Hôtels, Paris (10^e).



qualité des contacts peut faire oublier l'environnement et le culte rendu au soleil et à la mer, dans un esprit touristique pas très original. (C.L.A.J., 69, rue Condorcet, 75009 Paris - Tél. 878-59-46).

P.S. Le dépliant qu'ils éditent est remarquablement laid.

● **LECTURES.** Ceux qui optent pour des vacances nature et des balades ont souvent besoin de quelques bouquins de base pour ne pas confondre un cèpe avec une campanule géante, et une chouette avec un blaireau. Dans la collection « Agir et connaître » de l'éditeur André Leson (10, rue de l'Eperon, 75006 Paris), il y a un certain nombre de titres qui offrent l'avantage d'être parmi les moins chers de ce genre de bouquins. Il y en a un pour reconnaître les arbres, pour cueillir les champignons, s'orienter dans la campagne et en forêt, reconnaître les oiseaux et identifier les fleurs de montagne, les fleurs des plaines et des collines et les fleurs méditerranéennes. A citer enfin un bouquin sur les fruits sauvages. Excellent pour éviter les coliques. Ces bouquins tiennent facilement dans la poche et dans le sac, ils comportent des photos en couleurs. Tout comme ceux (plus chers) de la collection Hatier qui a depuis longtemps publié ce genre de guides.

● **MONTAGNE.** Plein de choses en montagne, de la randonnée à l'écologie. Si, comme des lecteurs de P.H. l'année dernière, vous vous adressez au centre de vacances de Chadenas (05200 Embrun - Tél. 508 à Embrun, dans les Hautes-Alpes). Les animateurs de ce centre pourront même vous montrer les dégâts que peut faire une usine Péchiney dans une région et vous expliquer comment le béton grignote la mon-

tagne, même s'ils ont la chance d'être dans un coin encore préservé.

● **LECTURE ENCORE.** Avant d'aller à un stage ou de causer écologie avec vos compagnons de baignade en vacances, vous pouvez lire le « Tout solaire », de la Commission énergie des Amis de la Terre, qui vient de paraître chez Pauvert dans leur collection. Conclusion de ce petit bouquin bien documenté et éclairé de l'espoir d'une autre société : encore cinquante ans et on vit heureux.

● **LECTURE TOUJOURS.** Tous ceux qui vont quitter Paris ou la région parisienne et vont se trouver livrés à la seule information des grands journaux de province qui règnent sur les nouvelles comme les seigneurs du Moyen Age sur les serfs, ont intérêt à lire le livre d'un journaliste de province, Alain Besson, qui raconte comment cela se passe et qui essaie d'imaginer comment cela pourrait se passer largement mieux. Le bouquin s'appelle « La presse locale en liberté surveillée », et il est publié dans la collection « Comprendre pour agir » des Editions Ouvrières. C'est bien fait et c'est accablant. Comme dit l'auteur qui « connaît le monstre » : « Une addition de pouvoirs monarchiques ne crée pas la démocratie. » Ce militant de la C.F.D.T. a eu du courage pour publier un tel livre face à son journal qui, s'il n'est pas le pire, possède la plupart des défauts dénoncés par le bouquin.

● **UNIVERSITE OCCITANE D'ETE.** Elle se tiendra à Nîmes et est organisée par l'Institut d'Etudes Occitanes (6, impasse du Framboisier, 30000 Nîmes - Tél. 21-96-12). Cette université sera « un lieu d'études, d'information, de présentation de la création occitane, un atout culturel et d'animation pour Nîmes, un foyer de débats ouverts à tous ceux qui s'intéressent à la culture occitane dans son sens le plus large ». Il y aura des forums, des spectacles, des chanteurs et des ateliers sur le terrain. Cela coûtera 180 F pour loger et participer aux activités. Les repas sont à 10 F et il y aura des garderies pour les enfants.

● **OISEAUX.** Du 3 au 9 septembre, dans le parc naturel régional des Landes, on pourra s'initier, en compagnie de spécialistes, à la vie passionnante des oiseaux des marais, les photographier et les regarder se gratter les plumes. Pour 400 F tout compris. (C.P.I.E. Le Teich, B.P. 11, 33470 Gujan-Mestras - Tél. 22-82-23).

● **FLORE DU CANTAL.** Du 4 au 9 septembre, l'association Espaces et Recherches (place de l'Eglise, 15240 Antignac) organise un stage de connaissance du milieu naturel portant sur la flore, la végétation et la gestion de l'espace dans le Cantal.

● **CANOE-KAYAK.** Quiztour (c'est une agence, 19, rue d'Athènes, 75009 Paris - Tél. 874-75-30) organise des stages-randonnées de canoë-kayak dans les gorges du Tarn. Cela dure dix jours et coûte 1000 F, tout compris.

● **POTERIE ENCORE.** Philippe et Hélène Albiac (Bas-Robernier, 83570 Montfort-sur-Argens - Tél. 69-48-13) organisent quatre sessions de quinze jours, en juillet et août, pour une initiation à la poterie de grès. On s'initie le matin ou l'après-midi et on s'exerce le reste du temps, à moins que l'on préfère les balades dans ce magnifique coin du Var. C'est 800 F par semaine, logement et nourriture compris.

STAGES D'ÉTÉ

DES DATES A RETENIR !

- Deux stages de formation de base :
 - aux Guions (Hautes-Alpes), du samedi 22 juillet au soir au dimanche 30 juillet au matin ;
 - dans le Sud-Ouest, du 19 août au soir au 27 août au matin.
- Deux stages d'animateurs de section sur le thème « Parti et mouvement autogestionnaire » :
 - aux Guions, du samedi 19 août au soir au dimanche 27 août au matin ;
 - dans le Sud-Ouest, du 15 août au soir au 20 août au soir.
- Un stage « Femmes » du 25 août au matin au 29 août au soir (dans le Sud-Ouest).

INSCRIVEZ-VOUS ! en envoyant ce bulletin, avec la somme de 50 francs pour frais d'inscription :

- au PSU, 9, rue Borromée, 75015 Paris, pour les stages des Guions ;
- au PSU-Midi Pyrénées, 3, rue d'Aubuisson, 31000 Toulouse, pour les stages du Sud-Ouest ;
- ainsi qu'au secteur Femmes, PSU, 9, rue Borromée, 75015 Paris, pour le stage « Femmes ».

- D'autre part, la « Fédération des élus autogestionnaires » organise un stage pour les élus, les membres des Commissions extra-municipales, les personnels communaux... aux Guions, du 19 au 27 août.

Pour s'inscrire :

PSU, 9, rue Borromée, 75015 Paris.

ou Fédération des Elus Autogestionnaires, 31, rue Decrès, 75014 Paris.

N.B. — Pour des raisons matérielles, les stages du Sud-Ouest prévus initialement dans le Gers auront certainement lieu en Haute-Garonne. Tous les renseignements seront fournis par la fédération Midi-Pyrénées.

Bulletin d'inscription aux stages d'été

Nom
Prénom
Adresse
Profession
Année de naissance
Fédération
Date d'adhésion au P.S.U.
Responsabilité
Syndicat
Accord de la fédération
Hébergement : vient seul :
OUI - NON

sinon, combien de personnes
en plus :

adultes enfants

Stage choisi (cocher les cases) :

— stage de base :

Guions (juillet)

Sud-Ouest (août)

— stage d'animateurs (août) :

Sud-Ouest

Guions

— stage « femmes » (août) :

Sud-Ouest

— stage des élus (août) :

Guions

**IMPORTANT : joindre 50 F pour
l'inscription.**

humeur

Les professionnels de la queue

Les inscriptions universitaires sortent enfin de la grisaille et de la banalité. Alice Saunier-Séité les a conçues de façon à développer de nouvelles qualités chez les étudiants. L'année dernière, à titre d'essai, on les avait incité à s'exercer au catch et à la boxe française pour s'inscrire à Paris IX-Dauphine. Le pugilat constaté à la porte du bureau des inscriptions et à une heure matinale, avait prouvé une préparation très moyenne des candidats.

Cette année, dans la plupart des facs parisiennes et dans plusieurs universités de province il faut encore se lever très tôt, être champion de course à pied et savoir jouer des coudes. Il faut également avoir le sens de l'observation pour discerner où va s'ouvrir, dans le petit matin blafard, la porte du bureau d'inscription.

A peu près partout encore il faut savoir lire dans une boule de cristal ou dans le marc de café que l'on a bu pour préparer le bac : histoire de deviner à l'avance quel jour vont se terminer — sans préavis — les inscriptions. Il faut également avoir suivi des cours de physiognomonie pour faire la différence entre un appareilleur menteur et celui qui conseille sincèrement de revenir sans crainte le lendemain.

Il faut lire attentivement les écrits de Charpentier, le maître à penser des cadres et *Démocratie française*, pour se fabriquer un bon « profil d'étudiant » de façon à plaire à l'ordinateur que les autorités de Paris IX-Dauphine ont chargé de sélectionner les 700 étudiants en gestion qu'ils vont accepter cette année.

Pour aller à Assas il faut évidemment avoir un « bon » livret scolaire et savoir ce que, là-bas, « bon » veut dire. Ce premier barrage franchi il faut se faire éclaircir la peau, se couper les cheveux et éventuellement se choisir un pseudonyme pour franchir le deuxième barrage de

sélection que le G.U.D. a installé à la porte pour protéger la pureté de cet établissement universitaire.

Il est également nécessaire de pouvoir supporter une longue station debout et ne pas être rebuté par l'hiver précoce dont nous bénéficions cette année.

Important encore : être capable de passer en l'espace de quelques jours d'une orientation scientifique à un choix littéraire sans dédaigner pour cela l'éventualité des sciences économiques : ceci pour pouvoir s'adapter aux aléas du grand rallye lancé depuis quelques jours à travers les 14 universités parisiennes. Ce qui suppose soit un entraînement intensif dans la conduite d'une mobylette soit une connaissance approfondie de l'utilisation des transports en commun. Car dès qu'une filière ferme ses portes au nez des impétrants, il faut se ruer avant les autres sur un autre département dont on a entendu dire qu'il offrait encore quelques places. Ce qui implique une bonne expérience dans l'art de tirer les vers du nez de son voisin de queue.

Et il faut, enfin, avoir de l'éducation, de la classe : pour savoir choisir et offrir la petite babiole de bon goût, les friandises d'une bonne maison à tous ceux que l'on peut solliciter en douce pour obtenir l'un de ces dossiers d'inscription, ou même simplement de pré-inscription, que l'on commence à vendre au marché noir à Paris.

Ce qui amène à l'ultime formation : devenir un professionnel de la queue pour obtenir et collectionner des numéros d'inscriptions que l'on peut revendre ensuite pour payer sa formation de coureurs d'inscriptions diplômés.

Et les étudiants ? Ils protestent ? Non, ils s'entraînent...

C.-M. VADROT ■

LA TRANSITION EN DEBAT

Je crains que ma réflexion soit un peu courte par rapport au problème que je veux aborder, mais je prends la plume quand même pour exprimer l'étonnement que m'inspire ce paragraphe de l'article de B. Ravenel sur le Portugal dans le T.S. n° 783 « Depuis le 15 avril 1974, les gouvernements successifs ont été dans l'incapacité de mener une politique économique capable en particulier de réduire le déficit de la balance des paiements : l'absence de mesures permettant la promotion des produits nationaux, de réduire de manière drastique les consommations de luxe ou d'augmenter les exportations en utilisant mieux la capacité productive nationale, explique la situation actuelle ». Tel que, ce discours pourrait être tenu par M. Barre : développer les industries qui marchent, réduire les importations par l'austérité, accroître les exportations. Et on précise que ce sont des solutions cohérentes à la crise.

La suite de l'article indique que deux voies sont possibles pour résoudre la crise : la voie capitaliste par le F.M.I. ou la voie de la transition au socialisme. Si on sait à peu près ce que signifie le recours au capitalisme international, qu'implique la transition au socialisme ?

Dans l'« Utopie socialiste » le chapitre VI explique que la première condition pour organiser la maîtrise collective des travailleurs sur le processus de développement est de « rompre la domination qu'exerce la logique de l'exportation sur l'orientation de la production. Rompre avec le marché mondial capitaliste est le préalable à toute réorientation de l'activité ». En regard de ces exigences fondamentales, réduire la consommation de luxe est impératif pour diminuer les importations qui la permette, mais vu sous l'angle de la redistribution cela risque fort de s'apparenter à la solution qui consiste à conduire à la boucherie les vaches sacrées pour nourrir les Indiens alors qu'aucun système d'élevage n'existe pour les reproduire. Pour que la redistribution soit réelle, il faut qu'elle s'applique à des biens produits dans le pays même et qu'ils soient assez abondants.

D'une manière générale, une population ne peut procéder à la distribution des biens

qu'elle produit qu'après avoir construit, accumulé, les moyens de leurs productions. Comment réaliser cette première accumulation ? L'importation de biens étrangers est souvent la seule solution. Comment les payer ? C'est là que les capitalistes nous attendent : on accepte leurs capitaux mais alors adieu le socialisme, ou bien il faut soustraire une partie de la production à la consommation intérieure pour l'exporter afin d'avoir des moyens de paiement. Selon le type de produit soustrait à la consommation interne, matières premières, production vivrière, les contraintes engendrées seront plus ou moins sévères. L'enjeu doit donc être clairement perçu par les travailleurs et la façon d'aboutir importe autant que le but à atteindre.

L'expérience cambodgienne illustre la rupture la plus radicale possible avec le marché mondial ; elle s'accompagne nécessairement des contraintes les plus fortes et non seulement économiques mais aussi politiques vu la dictature exercée par le Parti.

Notons au passage que la soumission complète aux exigences du marché mondial s'accompagne de contraintes non moins fortes. Le Chili, l'Argentine, le Brésil, l'illustrent parfaitement.

On peut donc dire que notre conception de la transition au socialisme implique nécessairement des contraintes économiques plus ou moins fortes suivant l'état de développement du pays concerné, et exige non moins nécessairement la maturité politique des travailleurs pour que cette transition n'aboutisse pas à « l'épanouissement » de la dictature sur le prolétariat, mais à l'épanouissement de l'autogestion. Rudes tâches.

Ces quelques réflexions portées à la connaissance des lecteurs de T.S. pourraient peut-être permettre que s'ouvre un débat sur la transition au socialisme.

J. FROUIN,
L'Hay-les-Roses ■

SCRATCH

Ces faits sont vérifiables. Dimanche 14 mai, Antenne 2, « Musique and Music ». Y est entre autres prévue ma dernière apparition à la télévision. J'ai quitté la compétition fin avril 1978. Pour l'occasion je choisis moi-même la chanson à chanter : Nogent-sur-

Marne. Quatre couplets. Premier couplet — gros plan sur le caméraman le doigt dans le nez — cut — quatrième couplet. Deux couplets ont été coupés. En voici le texte :

« Tabac et baguette, Nogent, petite anisette
[ou petit vin blanc
Tu ne crois pas que c'est assez, Nogent, d'être
[la risée de tes enfants
La délinquance juvénile ça te connaît
N'ont qu'à se rendre un peu plus utiles dans
[le progrès
Et au bistrot t'auras jamais tort jamais raison
Tant que tu bois et que tu décores le patron,
Ton pont de Mulhouse, Nogent, petite écluse
[pour petit agent
A jeun il est gentil et pourtant vaut mieux
[se faire petit
Ou alors être blanc ou avoir plein de fric ou
[ne pas faire de la politique
Et si c'est le cas tu es un cas faut te caser
[dans un casier. »

Mardi 16 mai, j'apprends à M.F. Brière que ma chanson a été coupée. Elle n'est pas au courant. Vaguement scandalisée, elle se renseigne. Ni le réalisateur, ni le producteur, ni elle, conseillère artistique, n'étaient présents au montage de l'émission, ni ne l'ont vue. Confusion dans l'arrière-boutique. C'est la monteuse qui a coupé. Un scratch. Brière m'accorde un autre enregistrement avec un rectificatif. Je demande une garantie sur papier. Pas possible. Au téléphone, Martin m'accorde son accord moral pour ce rectificatif. Les différents responsables de l'émission essaient de m'y faire croire encore un peu. Nous sommes en répétition. Martin est dans son bureau. Il est occupé. Il écrit son article pour « Le Matin ». Sur la violence. Je le dérange. Parmi quelques reproches sur mon habillement voici quelques extraits de son propos :

« Moi, Jacques Martin, je suis un véritable prolétaire et journaliste dans un journal de gauche ; et je t'emmerde ! Il n'y aura pas de rectificatif. J'ai défendu l'intérêt de mon émission. On m'a téléphoné. Ta chanson était à chier. J'ai donné mon accord pour tailler. Apprends d'abord notre langue ! Ne nous fréquente pas ! Ne reste pas chez les Juifs ! (Je débarque). Il y a d'autres gens avec du talent qui la bouclent ! »

Quels sont les droits d'un artiste vis-à-vis d'un producteur d'émission ?

Dick ANNEGARN ■

bulletin d'abonnement

Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M. Mme Mlle
 NOM..... Prénom.....
 Adresse.....
 Profession.....
 Code postal..... Ville.....

S'abonne pour 1 an 6 mois (1)
 Ci-joint un versement par chèque bancaire postal (1)
 à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.

Tarifs : 1 an : 150 F ; 6 mois : 80 F ; soutien : 200 F.

(1) Cocher la case correspondante.

Directeur politique : Jean-Marie Demaldent
 Rédacteur en chef : José Sanchez
 Rédacteurs en chef adjoints : Claude Desliat, René Lanarche
 Où va la France ? : L. Goldberg, Y. Sparfel, Y. Craipeau, M. Etienne, V. Fay, G. Hercet, D. Lambert, V. Leduc, S. Lyllan, M. Mousel, J.-F. Thoraval, F. Turquan
 ● Et pourtant elle tourne : J. Jullien, Ph. Marielle, B. Ravenel
 ● Les Armes de la critique : G. Akoun, B. Blanc, F. Claire, E. Ertel, F. Gastellier, R. Lanarche, J.-F. Mathe, D. Nores, C.-M. Vadrot
 Dessinateurs : Batellier, Cagnat, Desmoulins, Fénu, Mathé
 Maquette et collaboration technique : Max Pagis
 Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise Chailleux
 Directeur de la publication : Geneviève Petiot
 Edité par la SARL « Société nouvelle de presse politique »
 9, rue Borromée, 75015 Paris
 Rédaction : 566-45-64 et 566-45-37 poste 37.
 Administration et publicité : 566-45-37
 Numéro de la commission paritaire : 37 392
 Distribue par les N.M.P.P.
 Composition, photogravure, impression :
 S.N.I.L., 3, rue de Nantes, 75019 Paris. Tél. 208-64-05
 Changement d'adresse
 Joindre la bande d'un des derniers envois et 3 F en timbres postes

- **Vacances pas con**
par Cl. Boris p. 2
- **Editorial**
La ceinture ou la porte
par M. Mousel p. 5
- **Où va la France ?**
Salaires-emploi : le piège
par A. Granou p. 6-7
- C.E.R.E.S. : la grande lessive d'Evry
par F. Dalbert p. 7
- Sacré Rocky, ou l'éloge
du réformisme
par L. Goldberg p. 8
- Résolution politique de
la D.P.N. p. 9-10
- **Social**
Renault : quelle stratégie syndicale ?
par D. Juge p. 11



Moulinex : des commandos contre
les femmes en grève
par Y. Sparfel p. 12

● **Forum de l'autogestion**
15^e rencontre des G.A.M.
par L. Jouve p. 13

● **Et pourtant elle tourne**
Yougoslavie : trente ans après
le « non » à Staline
par V. Leduc p. 14

● **Les armes de la critique**
Althusser : qui est en retard ?
par J.-M. Demaldent p. 15

Valeria Munarriz : le chant profond
de l'Argentine
par F. Gastellier p. 16



La ceinture ou la porte

par Michel MOUSEL



Après les explosions au sein du P.C.F. et au milieu du tumulte qui a saisi le Parti socialiste, le calme, la réflexion et la résolution de notre dernière Direction politique nationale peuvent avoir de quoi surprendre. Est-ce que nous serions devenus insensibles aux débats politiques en cours ? Est-ce que nous nous imaginerions épargnés par cette formidable interrogation que suscite l'échec de la gauche ? Est-ce que nous aurions décidé, une fois pour toutes, que « l'enfer, c'est les autres », et dégage toute responsabilité dans cet échec en nous confortant dans notre pureté doctrinale ? Est-ce même que nous nous serions accommodés de la victoire de la

droite en nous satisfaisant d'avoir maintenu contre vents et marées notre frêle esquif ? Rien de tout cela. Nous sommes directement en prise sur les interrogations des militants. Nous nous considérons comme co-responsables de l'échec du mois de mars. Nous nous sentons impliqués dans les réactions des travailleurs face à la politique que leur vaut cet échec.

Seulement voilà : l'un après l'autre, les faits attestent que la ligne politique élaborée par les militants du P.S.U. était juste. La question, l'énorme question qui leur est posée est celle des moyens dont ils ont disposé pour lui donner toute son expression. La réponse à cette question est peut-être en voie de se présenter de manière nouvelle. Regardons-y de plus près.

Les deux principaux partis de gauche semblent donner dans une triste mode rétro. C'est la crispation de certains dirigeants du P.S. face aux courants internes qui se traduit par le recours aux pratiques **néo-mollettistes** de Mitterrand, Mauroy et Defferre — le langage de gauche pour couvrir la simple conservation de l'appareil. C'est l'étouffement du débat au sein du P.C.F., le discours unitaire pour couvrir des pratiques sectaires, qui rappellent d'autres temps et s'apparentent à une sorte de **néo-thorezisme**. Ce qui a justifié la création du P.S.U. il y a bientôt vingt ans — la lutte contre la social-démocratie et le stalinisme — n'est-il pas toujours d'actualité ?

De quoi veulent parler les militants du P.C. et du P.S. — on l'a encore vu au dernier colloque du CERES ? De la conception de l'Etat ; de l'adaptation des partis à celle-ci ; de la nature de l'unité ; des fronts dits « secondaires » par rapport à la lutte de classe... toutes questions sur lesquelles s'est axé le travail du P.S.U. depuis plusieurs années. Et lorsque nous entendons ces militants, nous retrouvons bien souvent des réflexions qui ont été les nôtres. Mais ils seront condamnés au silence ou à la marginalisation là où ils sont, parce que là, tout est commandé par la conservation du pouvoir dans l'appareil ou sa conquête.

Que demandent les travailleurs aujourd'hui à travers leurs multiples luttes ? Qu'on ne traîne pas, de tapis vert en table ronde, à les aider à casser d'urgence l'alternative dans laquelle les enferment gouvernement et patronat : la ceinture ou la porte. Et que rencontrent-ils ? Des partis politiques qui ont si mal dénoncé le jeu de la crise et ouvert d'autres perspectives qu'ils sont paralysés devant la nouvelle offensive capitaliste. Des centrales qui ont tellement épousé les querelles politiques — derrière les discours sur l'autonomie syndicale — qu'elles éprouvent les plus grandes difficultés à mettre en œuvre une stratégie unitaire et unifiante.

Et c'est cependant là que se joue le redressement des forces populaires. La possibilité de démystifier l'« **ouverture sociale** » et donc de bloquer l'« **ouverture politique** ». La reprise du débat sur les objectifs d'une transition socialiste. L'unification des combats pour l'emploi des jeunes et des femmes, de ceux qui refusent les augmentations de prix et de tarifs et de ceux qui veulent un autre mode de vie, de ceux qui veulent « **vivre et travailler au pays** » et de ceux qui refusent de servir l'intégration à une Europe de modèle ouest-allemand et la protection militaire de ses intérêts sur tous les continents.

Rien ne se fera hors de cette convergence, et si celle-ci ne s'exprime pas dans un projet politique. Pour la première fois depuis longtemps, des forces imposantes sont disponibles pour donner ses moyens à la gauche socialiste autogestionnaire. Bien des yeux sont prêts à s'ouvrir. Il dépend de nous qu'ils ne rencontrent pas le vide. De la manière dont nous préparerons et développerons nos campagnes à la rentrée, dont nous nourrirons l'embryonnaire Front autogestionnaire, dont nous ferons de notre congrès — de sa préparation comme de sa tenue — une manifestation de dialogue et d'ouverture. ■

où va la France ?

Salaire - emplois : le piège

En fixant la hausse du SMIC à 4 % et en renvoyant la fixation des salaires minima réels aux négociations par branche, le gouvernement Barre a déçu ceux qui avaient mis quelque espoir dans la politique d'ouverture annoncée au lendemain du 19 mars et confirmé sa volonté de poursuivre une politique d'austérité. Mais peut-on se contenter de dénoncer une fois de plus une politique qui vise à soutenir les profits au détriment des salariés et à accroître la flexibilité de l'emploi pour faciliter les restructurations ? La poursuite de la politique d'austérité ne s'accompagne-t-elle pas d'une mutation profonde de la politique d'intervention de l'Etat en matière de SMIC, elle-même moyen d'une nouvelle politique patronale de l'emploi ?

L'opération S.M.I.C.

Le renvoi des négociations des minima réels au niveau des branches, dans le cadre d'une révision des grilles conventionnelles, répond à une revendication syndicale de remise en ordre des grilles (fixation des minima réels au point 100, réouverture de l'éventail des salaires ouvriers et employés). Mais en incitant le patronat à cette révision compte tenu d'un relèvement plus rapide des bas salaires, le gouvernement poursuit un objectif précis : déconnecter la formation des salaires réels de la fixation légale du SMIC.

Le relèvement plus rapide du SMIC depuis 1968 avait permis de tirer les bas salaires vers le haut, notamment dans les branches qui pratiquaient une politique systématique de bas salaires. Résultat ? Les écarts de salaires entre branches se sont, dans une certaine mesure, réduits et une certaine homogénéisation des salaires s'est effectuée, à la fois au sein des entreprises (par réduction de la hiérarchie salariale) et entre entreprises et branches. Mais, en même temps, le patronat s'est efforcé d'échapper à cette homogénéisation. Comment ? En accélérant la restructuration des procès de travail favorisant le recours aux OS, à la main-d'œuvre immigrée ou féminine — ce qui aboutit à une plus forte « segmentation de l'emploi » c'est-à-dire à un éclatement accru du marché du travail en catégories ou en régimes cloisonnés. Seule limite à ce processus de fragmentation du marché du travail : les luttes d'OS, d'immigrés et des femmes qui, en exigeant de meilleurs salaires, annulent l'effet de souplesse que le patronat attend de leur recrutement et contraignent les pouvoirs publics à accentuer la politique de revalorisation des bas salaires.

De quels salaires parle-t-on ?

● **Le SMIC** : il remplace le SMIG en 1970. Il est indexé deux fois : sur les prix (chaque fois que l'indice augmente de plus de 2 %, le SMIC est augmenté dans la même proportion que les prix) ; sur l'évolution du pouvoir d'achat des salaires (le pouvoir d'achat du SMIC sur l'année doit s'accroître au moins de la moitié de l'accroissement du pouvoir d'achat des salaires). Dans les années récentes, le SMIC officiel s'est situé au-dessus des minima réels dans les branches ayant les plus bas salaires ; d'où le rôle de « tirant vers le haut » qu'il a joué par rapport aux salaires — rôle que le gouvernement voudrait aujourd'hui inverser.

● **Les minima conventionnels** : définis par les conventions collectives, ils sont désormais purement fictifs et se situent en-dessous des salaires minima effectivement payés dans les entreprises. D'où la revendication de remise en ordre des conventions collectives et des grilles qu'elles définissent.

● **Les minima réels** : ce sont les salaires minima effectivement payés dans les entreprises. S'ils se situent, comme dans les années passées, au-dessous du SMIC, celui-ci oblige à les relever. S'ils se situent — comme le veut aujourd'hui le gouvernement — au-dessus du SMIC, l'effet sera inversé.

Aujourd'hui, le gouvernement cherche à faire du SMIC la « voiture-balai » des salaires ; il veut donc désengager son intervention dans la formation des salaires. L'opération a trois conséquences immédiates sur les salaires :

— le SMIC étant inférieur à l'en-

semble des minima des branches, les disparités entre branches s'accroissent — le niveau des minima dépend du rapport de force que les travailleurs peuvent imposer — et, du même coup, le SMIC tire l'ensemble des salaires vers le bas et non plus, comme après 68, vers le haut.

— le patronat est incité à revoir la politique de rémunération : déjà il propose de définir un salaire minimum annuel, ce qui modifie la négociation sur les salaires réels. Son objectif ? En intégrant désormais dans le salaire les rémunérations complémentaires (13^e mois, primes...), prouver qu'il n'est pas loin, voire qu'on sera au-dessus des fameux 2 400 F par mois... Si les travailleurs et les syndicats sont bien favorables à l'intégration dans le salaire des compléments de rémunération, il est évident qu'ils ne sont pas chauds pour l'arrêt de toute revalorisation.

— faute de conventions collectives et de possibilités de luttes syndicales, les rémunérations des salariés des professions libérales, du commerce et de certains services sont déconnectées de celles des autres salariés qui, elles, suivront le SMIC officiel.

Conventions collectives et segmentation de l'emploi

Les conséquences de ce désengagement étatique dans la formation des salaires ne sont pas moindres.

Les nouvelles pratiques de filialisation et de mise en place de sociétés de services, l'appel à un personnel intérimaire se sont traduits d'une part par une multiplication des conventions régissant le personnel d'une même entreprise, d'autre part par l'absence de

couverture conventionnelle pour une partie croissante du personnel. Autrement dit, la structuration actuelle de l'emploi se traduit par la constitution d'un noyau de salariés stables mais hétérogènes et d'une nébuleuse de salariés déstabilisés. Certes, ce type de structuration est loin d'être généralisé et se rencontre plus particulièrement — au moins de façon massive — sur ce que R. Linhart et B. Coriat (1) appellent les « sites » : sidérurgie, pétrochimie, nucléaire... Mais il indique le sens d'une évolution qui pourrait affecter rapidement l'ensemble des activités.

Dans cette perspective, les négociations qui s'ouvrent posent un problème majeur pour l'avenir. Alors que les conventions collectives ont, dans le passé, permis d'étendre à l'ensemble d'une branche les garanties obtenues par la lutte syndicale et donc d'unifier la situation des travailleurs des branches, elles sont transformées aujourd'hui par le patronat en un instrument de *segmentation de l'emploi* : chaque convention collective accorde en effet des garanties de rémunération, d'avancement et d'avantages sociaux très diverses ; selon qu'ils sont couverts par telle ou telle convention, les travailleurs se trouvent donc dans des situations très différentes ; une masse croissante d'entre eux est même exclue de toutes garanties. La remise à jour des conventions collectives apparaît comme l'occasion, pour le patronat, de mettre en place une nouvelle division entre les travailleurs et de récupérer par là cette « flexibilité » que lui a fait perdre depuis dix ans les luttes d'OS immigrés et femmes.

Syndicats : que faire ?

Sil ne prend pas conscience très vite des liens étroits entre politique salariale et politique d'emploi et des implications de la politique que gouvernement et patronat tentent d'imposer sous couvert de négociations, le mouvement syndical risque de se trouver pris à un véritable piège : l'institutionnalisation d'une session au sein des collectifs de travailleurs qui, tôt ou tard, rejallira sur l'organisation syndicale elle-même.

Il est donc urgent d'engager une réflexion collective sur les pratiques actuelles des salaires et d'emploi et sur la stratégie syndicale à leur opposer. L'analyse des pratiques en cours dans les diverses industries, banques, services, administrations et la comparaison de ces pratiques en constitue un préalable. Au-delà, la réflexion doit s'engager autour de plusieurs interrogations :

— Faut-il avancer un objectif de salaire minimum interprofessionnel afin d'homogénéiser les pratiques salariales entre branches mais aussi, de plus en plus, au sein d'une même entreprise ? Faut-il porter la lutte au niveau gouvernemental ou au niveau du C.N.P.F. ? Faut-il au contraire rechercher l'homogénéisation au niveau des pratiques de l'emploi ?

— Quelle réponse apporter aux nouvelles pratiques de segmentation de

l'emploi : redéfinition des champs d'application des conventions collectives, lutte pour un ensemble de garanties minimales pour tous les travailleurs ?... Quelles en sont les conséquences sur le mode d'organisation du syndicat ?

Une nouvelle philosophie économique

Quatre pour cent d'augmentation du SMIC : le gouvernement Barre s'inscrit bien dans la continuité de la politique d'austérité mais la philosophie libérale qui sous-tend la volonté de désengagement étatique en matière de formation des salaires constitue un tournant important dans la politique suivie depuis 1958 (l'opération libération des prix illustre bien, dans un autre domaine, cette nouvelle philosophie économique du pouvoir). Et si Barre montre qu'il reste fidèle à une stricte police des salaires, on ne redira jamais assez que cette police des salaires est aussi le masque d'une police de l'emploi et que les travailleurs ne peuvent pas choisir l'emploi contre les salaires ou vice versa sans lâcher la proie pour l'ombre avec, au bout, la défaite.

André GRANOU ■

(1) cf. dans Colloque de Dourdan, la division du travail, éditions Galilée.

CERES : La grande lessive d'Evry

Etonnant. Pendant deux jours, à Evry, où ils tenaient leur XII^e colloque, les chefs du CERES se sont vivement affrontés sur la plupart des thèses qui jusque-là constituaient la base du « consensus » du courant. Christian Pierret, le nouveau député des Vosges, est apparu comme le porte-parole des contestataires contre la « vieille garde » des chefs historiques (Chevènement, Motchane et autres Sarre).

En mettant en cause, pêle-mêle, dans une intervention manifestement appréciée par la majorité des délégués, l'analyse du capitalisme monopoliste d'Etat, la pratique bureaucratique de l'unité, l'insuffisante analyse des sociétés « socialistes », la sourdine mise à l'affirmation autogestionnaire, c'est manifestement la ligne de l'entente à tout prix avec le P.C. qu'il entendait viser.

Mais au-delà des interrogations et des remises en cause incontestablement salutaires, les propositions apparaissent simplement floues sinon ambiguës. Ainsi la définition de la « rupture » comme un « processus lent et chaotique mais senti et vécu par tous », même si elle insiste à juste titre sur le fait que la conquête du pouvoir, ne se réduit pas à la colonisation de l'appareil d'Etat, peut évidemment permettre bien des compromis. Et notamment avec « la ligne Rocard » qui était en permanence en point de mire de l'ensemble des débats.

Car la grande lessive d'Evry n'est qu'une escarmouche dans les grandes manœuvres qui se développent au sein du P.S. pour la définition d'une nouvelle majorité. Faut-il passer le compromis

avec les rocardiens ? C'est manifestement la perspective dans laquelle se situe Christian Pierret en recueillant, contrairement à ce que beaucoup croyaient, un écho largement favorable à la base. Faut-il au contraire tenter de reconduire la majorité d'Epinais (Mitterrand, Mauroy, Defferre, Chevènement) ? Les chefs historiques du CERES se sont bien gardés de trancher. Après une intervention de Motchane dont le caractère « sermonneur » apparaissait comme une caricature du CERES, Chevènement a fait preuve d'une singulière prudence. Même biaisé par ces considérations tactiques qui en limiteront probablement la portée, et le débouché, le débat est important et ne saurait nous laisser indifférent.

Dans une période où en dépit du verrouillage systématique des directions, c'est la recomposition de l'ensemble de la gauche qui est à l'ordre du jour, nous devons être attentifs à toutes les interrogations et ouverts au débat avec toutes les composantes de cette gauche sans craintes de contamination, ni préventions excessives à la pureté idéologique.

A un moment où nous ne craignons pas de nous interroger, dans la perspective de notre prochain congrès, sur la place et le rôle de notre parti, comment pourrions-nous craindre un tel débat, y compris avec ceux qui de loin ou de près ont participé à un moment ou à un autre à l'entreprise historique du P.S.U. ?

François DALBERT ■



Michel Rocard :
pour un « gradualisme » pépère.

Sacré Rocky ! ...ou l'éloge du réformisme

Tous les courants et tendances du P.S. se retrouvent aujourd'hui autour d'un même slogan : haro sur Michel Rocard !

Sacré Rocky (I) ! Si je m'écoutais je lui enverrais mes félicitations (assorties de critiques, bien sûr). Il est probable cependant qu'un tel impair me vaudrait aussitôt une exclusion sans appel du mouvement révolutionnaire ; je serais sans doute bouté vigoureusement hors du comité de rédaction de *TS*, voué à la vindicte populaire et à l'exécration générale ; mon effigie serait probablement brûlée en place publique avec mes œuvres complètes.

Aussi m'abstiendrai-je de tels excès irresponsables. Et, soyez-en assurés, je n'omettrai pas de dénoncer le néo-réformisme et son cortège odieux de faux semblants et d'audaces en trompe l'œil.

Reconnaissez pourtant que la dénonciation envieuse de Rocard par tout ce que la gauche compte de bureaucrates sincères et de petits chefs historiques a de quoi faire pâlir de convoitise plus d'un gauchiste patenté. Et que lui vaut cet honneur ? Il veut faire du réformisme à la suédoise, le bougre, et il le dit ! Il envisage d'arriver au pouvoir sans programme commun s'il le faut, contre le P.C. si c'est nécessaire, pour faire du gradualisme pépère, adapté au marché et aux contraintes économiques, et il l'avoue ! Un réformisme peinarde avec expérimentations sociales à la clef. Voilà ce qu'il ose préconiser, l'abominable ! Avouez qu'il y a de quoi hérissier le poil de tout stalino-réformiste et social-bureaucrate qui se respecte.

Eux qui s'apprêtaient en toute quiétude à persévérer dans leur être, voilà que le désastre de mars 78 leur explose au visage, que leurs vieux discours poussiéreux ne trouvent plus grâce,

que tout ce qui sent le soufre et l'innovation intéresse davantage que leurs vieilles rengaines.

Césarisme démocratique

A peine écrasée au P.C., la tornade de la contestation saisit le P.S. Elle atteint d'abord ceux qui incarnent la vieille politique : le clan mitterrandiste et les dirigeants du CERES. Ici aussi — comme au P.C. — elle s'en prend à la fois au contenu et à la forme, aux objectifs politiques et aux méthodes de direction. Ce qui ne peut plus durer au P.S. ? Le « *césarisme démocratique* » de Mitterrand et de ses proches, écrit l'un. L'autoritarisme bureaucratique des petits chefs du CERES, proclame tel autre. L'absence de lien vivant avec les mouvements sociaux, affirment les mêmes. On ne nous referra plus le coup du « *on efface tout et on recommence* », reprennent-ils en chœur.

Sur ce dernier point les contestataires obtiendront probablement satisfaction, au moins en partie. Mais sur les autres ?

Au P.C., on a coutume de pulvériser les contestataires, quitte à reprendre plus tard certains de leurs thèmes en compte. Bureaucratie autoritaire oblige.

Au P.S., les traditions sont différentes. La social-démocratie a d'autres tours dans son sac. Les notables et les bureaucrates sauront canaliser et utiliser à leur profit le bouillonnement actuel, soyons-en certains. Ce qu'ils imposeront d'abord, c'est un retour aux bonnes vieilles formules d'antan, celles qui ont fait leurs preuves, et

d'abord à un honnête partage du pouvoir. Le contrôle de l'appareil aux uns (Mauroy ?) et l'expression publique aux autres (Mitterrand ? Rocard ?). Le parti présidentiel tel qu'on l'a connu jusqu'à présent en prendra un sérieux coup dans l'aile.

Le vent en poupe

A partir de ce schéma, toutes les combinaisons sont possibles, la moins invraisemblable étant un affrontement des « *unitaires* » contre les « *modernistes* ».

Mais la question principale est ailleurs. Le P.S. sera contraint de réévaluer ses perspectives en fonction de la nouvelle situation. Rocard est le seul à lui proposer une politique cohérente qui prenne en compte certaines aspirations nouvelles. C'est pourquoi il dérange et inquiète les équipes en place. Il a, par la force des choses, le vent en poupe, tandis que les autres voient le sol se dérober sous leurs pieds.

Le courant autogestionnaire, et singulièrement le P.S.U., auraient tort de sous-estimer ce phénomène et l'ampleur de la crise qui affecte les politiques et les formes d'organisations traditionnelles. Pourront-ils saisir l'occasion et offrir d'autres perspectives à ceux qui s'interrogent ? C'est toute la question.

Léo GOLDBERG ■

(I) Appellation familière pour Rocard (Michel).

cinéma 78

N° 235 ★ JUILLET 78

CINEMA ET SEXUALITE

MICHEL FOUCAULT
GUY HOCQUENGHEM
BERNARD MULDWORF
CLAUDE MICHEL CLUNY
JACQUES GRANT
JACQUES FRENAIS
MICHELE VENARD

LE FESTIVAL DE CANNES

L'ANALYSE DE PLUS
DE SOIXANTE FILMS

Et puis :

- Situation du film musical
- Le cinéma yougoslave en évolution
- Le cinéma québécois en panne
- Les films du mois

En vente partout et
6, rue Ordener, Paris-18°

12 F

Résolution politique de la D.P.N.

Réunie les 24 et 25 juin, la Direction politique nationale du P.S.U. a élaboré une résolution politique consacrée aux initiatives à prendre pendant l'été et à la rentrée. Elle a aussi discuté des problèmes posés par la future élection du Parlement européen au suffrage universel. Faute de place, c'est dans le prochain numéro de T.S. que ce texte sera publié, assorti d'articles. Elle a en outre défini le calendrier et une procédure démocratique pour la préparation de la conférence nationale de septembre et du congrès de décembre ; discuté des problèmes étudiants et adopté un texte contre la répression qui s'exerce sur le mouvement des soldats.

La politique du gouvernement Barre depuis la victoire électorale de la droite n'est pas la simple accentuation des politiques d'austérité des gouvernements précédents. La droite entend mettre à profit le répit qu'elle espère avoir ainsi obtenu pour imposer de profondes transformations structurelles au capitalisme français et faciliter son intégration sur le plan européen.

La nouvelle offensive capitaliste

1) La politique du pouvoir est présentée comme un « retrait de l'État derrière les mécanismes du marché », bien que la police soit de plus en plus appelée à faire respecter la conception patronale de la « liberté du travail ». Elle vise en fait à substituer à l'intervention de l'État celle des monopoles nationaux et multinationaux. Elle est illustrée principalement par

— la suppression de l'assistance aux entreprises en difficulté dont Barre ne cache pas qu'elle menace des secteurs entiers (textile, sidérurgie, construction et réparations navales, etc.) ;

— la libération des prix qui doit faciliter cette « sélection naturelle » des entreprises concurrentielles et la reconstitution des profits, les rattrapages salariaux s'effectuant avec un décalage considérable dans le temps ;

— la politique du SMIC par branche qui est destinée à faire perdre au salaire minimum son rôle d'entraînement dans les secteurs à bas salaires et donc d'affaiblir les forces au détriment des travailleurs.

Ainsi, entreprise par entreprise, branche par branche, les conditions du chantage vis-à-vis des travailleurs sont réunies : ou accepter la baisse du pouvoir d'achat qui garantit la compétitivité, ou prendre le risque du chômage. Toutefois, au niveau national, il ne s'agit pas d'une alternative, puisque le résultat d'une telle politi-

que sera à la fois la baisse du pouvoir d'achat et la suppression d'emplois industriels par centaines de milliers.

D'autres mesures qui visent à accompagner cette politique auront également des conséquences sensibles sur la vie quotidienne. En encourageant l'affectation de l'épargne vers les emplois productifs, c'est le problème du logement qui risque d'être aggravé. En reportant sur les usagers le déficit des services publics, on prend le risque de dégrader encore les conditions de transport et on choisit de leur faire payer le prix exorbitant du programme électro-nucléaire.

Il s'agit d'une politique cohérente, qui vise à placer la France de plain-pied avec l'Allemagne fédérale dans le cadre d'une intégration européenne complète. Cependant, l'élimination de nombreuses entreprises va susciter de nouvelles contradictions au sein de la bourgeoisie, dont le R.P.R., avec son idéologie nationaliste et réactionnaire, essaiera de profiter.

2) Les initiatives de Giscard complètent, sur le plan politique, le nouveau dispositif économique.

La politique d'intervention militaire sur tous les terrains d'affrontement entre les peuples en lutte et l'impérialisme vise à compenser la suprématie économique de l'Allemagne par rapport à la France, par un engagement plus actif de cette dernière dans la défense armée des intérêts occidentaux. Une sorte de partage du travail s'opère ainsi en Europe, entre la domination du modèle économique et social allemand et le gendarme impérialiste français.

En même temps, Giscard a besoin de consolider son assise électorale. C'est pourquoi il relance les initiatives tendant à faciliter une « ouverture politique » qui déplacerait vers le centre l'axe de sa majorité. La normalisation européenne de la France trouverait ainsi également sa dimension politique. Les élections européen-

nes fourniront l'occasion d'accroître la pression pour l'acceptation d'un consensus politico-social.

Hésitation de la gauche et combativité des travailleurs

3) Face à cela, les protestations de la gauche ne suffisent pas. Bien au contraire, trop de questions laissées dans l'ombre à l'époque de l'union de la gauche expliquent l'incapacité des ex-partenaires à riposter efficacement : le refus de poser le problème de la mobilisation des travailleurs face à la crise ; les doutes entretenus sur la possibilité d'une amélioration substantielle du pouvoir d'achat ; l'absence d'une stratégie internationale au moins commune ; l'attachement des uns et le ralliement des autres à l'Europe ; les suggestions sur les mérites de l'économie de marché. Tout cela n'a guère préparé à faire face à la nouvelle politique économique et sociale, à contrer la politique d'intervention militaire, à désamorcer le piège européen, et facilite le déroulement de l'offensive giscardienne.

Dans de telles conditions, il n'est guère surprenant que les difficultés surgissent dans l'adaptation des stratégies syndicales. Mais ce qui est préoccupant, c'est le fait que les divisions entre les deux partis de gauche, voire même les enjeux de leurs débats internes, continuent à peser sur les choix syndicaux, au risque de désorienter encore plus les travailleurs. Or, ce qui se passe sur le terrain social est déterminant pour la réussite de l'opération du pouvoir : ça l'est à l'évidence pour la politique économique et sociale ; mais l'« ouverture politique » n'est réalisable que si l'idée d'une « ouverture sociale » a été accréditée.

4) C'est des travailleurs eux-mêmes que vient la contestation des possibilités d'une « ouverture sociale ». Bon nombre d'entre eux, concernés par les problèmes de chômage, de bas salaires, d'accélération des cadences ont vite compris qu'ils n'avaient rien à attendre des promesses de négociations dont le cadre est limité à l'avance par le patronat. Barre et les patrons n'ont aucune raison, ni aucune volonté, de satisfaire les revendications s'ils n'y sont pas contraints par l'action. Ils ont cherché au contraire à désamorcer toute contestation avant les vacances. La violence policière déclenchée à Cléon, Flins, Sainte-Anne, Cambrai, Lip, etc., ou les déclarations de Barre contre les ouvriers des arsenaux viennent en fournir des preuves supplémentaires.

Mais cela ne démonte pas la combativité ouvrière qui se manifeste depuis un mois. Après les O.S. de Renault, ce sont les femmes chez Moulinex qui passent à l'offensive contre un travail parcellisé et sous-payé. Ces luttes ne sont pas les seules puisqu'un

grand nombre de conflits pour de meilleurs salaires éclatent : lainières de Cambrai, Calberson, garages de Lorient, Berliet, chantiers nucléaires, chantier du tunnel de Fréjus...

Ce sont souvent les salariés du bas de l'échelle qui ont réagi contre la compression des salaires. En même temps, cette réaction exprime un sentiment de « ras-le-bol » à l'égard de la dégradation de l'ensemble de la condition ouvrière. Mais la politique gouvernementale et patronale appuyée sur la menace du chômage, le recours de plus en plus intensif à la division de la classe ouvrière, aux sociétés de services, d'intérimaires, la multiplication du nombre de travailleurs hors-statut posent de nouveaux problèmes pour l'extension et la généralisation des luttes.

Ni la globalisation artificielle des conflits, ni les seules négociations syndicats-patronat par branche ne peuvent résoudre ce problème.

Aujourd'hui doivent donc se développer de nouvelles perspectives politiques s'appuyant simultanément sur un débat unitaire et sur les luttes quotidiennes des travailleurs pour leurs revendications (notamment sur

Front Autogestionnaire, le P.S.U. a mené une campagne sur le thème « Vivre, Produire et Travailler Autrement ». Aujourd'hui, même dans un contexte différent, les propositions qui y étaient faites sont susceptibles de répondre aux questions que se posent les travailleurs en lutte, et d'affirmer le projet politique autogestionnaire face à la crise de la gauche.

Le P.S.U. entend consacrer les semaines qui viennent à préparer les actions qui se situent dans cette perspective.

Le P.S.U. organise une rencontre de ses militants et sympathisants engagés dans les luttes actuelles afin d'en faire le bilan (formes de lutte, objectifs, résultats); d'analyser la restructuration capitaliste actuelle et ses effets sur l'organisation du travail, les salaires et l'emploi; d'envisager les ripostes que peut apporter le courant autogestionnaire.

Il engagera à la rentrée deux campagnes, l'une contre le chômage, l'autre contre la baisse du pouvoir d'achat.

Ces campagnes, sous des formes diverses, permettront une convergence

— sur le plan politique, car elles

exemples rappellent que le meilleur terrain de riposte est celui de la région. C'est pourquoi le P.S.U. propose pour la rentrée *l'organisation de rassemblements régionaux sur le chômage des jeunes et une journée nationale de l'emploi des femmes.*

Dans ce but, le P.S.U. s'adressera aux organisations concernées : organisations syndicales évidemment, mais aussi organisations de jeunes, mouvements de femmes, élus municipaux...

Il contacte dès aujourd'hui ses élus afin qu'avec l'ensemble des fédérations d'élus soit étudié le rôle que peuvent jouer les collectivités locales (municipalités...) dans la lutte contre le chômage. Il décide de relancer ses propositions pour le regroupement unitaire des chômeurs avec l'appui des syndicats et des municipalités de gauche.

7) Campagne contre l'augmentation des prix et pour la hausse du pouvoir d'achat :

Les hausses de prix, et particulièrement celles des tarifs publics (E.D.F., S.N.C.F., R.A.T.P...) et la baisse du pouvoir d'achat, organisées par le gouvernement Barre, sont directement ressenties par les travailleurs.

Le P.S.U. entend prendre les initiatives susceptibles de constituer une riposte efficace contre ces hausses. Dans ce but, il appelle à tous les niveaux les organisations et mouvements en lutte sur les problèmes de la consommation, en particulier syndicats du cadre de vie, organisations de consommateurs, syndicats d'usagers... à discuter des formes diverses que peut prendre un contrôle populaire dans ce domaine (autoréduction, contrôle sur les circuits de distribution, boycott...) et à les mettre en œuvre.

8) C'est à travers ces luttes qu'aujourd'hui peut progresser une réflexion critique sur les objectifs et moyens de l'action. En même temps, la crise de la gauche, de son unité et de ses objectifs de société, nécessite que soit relancé le débat sur l'autogestion. La direction du P.C.F. paraît en mesure aujourd'hui d'écraser la contestation interne, mais au détriment de l'image démocratique qu'elle a cherché à se donner depuis le 22^e Congrès. Dans le même temps, le débat ébranle le PS où pour la première fois l'autorité de Mitterrand est contestée, et avec elle le modèle présidentieliste du « nouveau » P.S. Par rapport aux interrogations des travailleurs sur la situation actuelle et aux questions que se posent les militants socialistes et communistes, *le P.S.U. entend organiser une vaste campagne précisant de manière concrète les choix qu'implique aujourd'hui le socialisme autogestionnaire.* Les nombreuses réunions qu'organiseront ses sections et fédérations, ainsi que l'édition d'une brochure argumentaire donneront toute son ampleur à cette campagne. ■



La hausse des prix : organiser la riposte et le contrôle populaire.

l'emploi, les salaires, la réduction du temps de travail à 35 heures, le droit de vivre et travailler au pays...); celles-ci, trop longtemps suspendues à la perspective d'un changement politique, ne doivent pas aujourd'hui être liées au seul bon-vouloir du gouvernement et du patronat. Amplifier et coordonner les mouvements sociaux est indispensable.

Initiatives pour le P.S.U. et le courant autogestionnaire

5) La responsabilité du P.S.U. et celle du courant autogestionnaire sont engagées dans cette bataille. Avec le

seront centrées sur la possibilité de combattre la restructuration du capitalisme dans ses aspects les plus sensibles; elles seront également l'occasion de populariser les propositions du socialisme autogestionnaire, seul projet politique répondant à la situation présente;

— sur le plan de la recherche de l'unité, car elles permettraient d'associer localement, régionalement, et éventuellement nationalement, le plus grand nombre de travailleurs et de leurs organisations.

6) Campagne contre le chômage :

Des exemples récents montrent que les femmes et les jeunes forment la grande masse des travailleurs frappés par le chômage. De plus, ces mêmes

Renault : Quelle stratégie syndicale ?

Le conflit à Flins pose des questions fondamentales à la classe ouvrière et aux organisations.

Le dernier acte du conflit Renault est en train de se jouer après la réouverture complète de l'usine de Flins. Tout le problème est de savoir si les ouvriers spécialisés des presses vont rester isolés, ou bien si leurs camarades des chaînes, « lockoutés » durant près d'une semaine sans aucune contrepartie au niveau du salaire, vont se joindre à eux.

Mardi 20 juin, la Régie Renault avait renvoyé chez eux la moitié des travailleurs de l'usine. Les travailleurs immigrés, dans leur grande majorité, ont été les plus touchés par cette mesure. Habile manœuvre de division. Puis les forces de police sont intervenues pour évacuer une deuxième fois en 15 jours l'atelier des presses occupé. Les C.R.S. et les gardes mobiles sont ensuite restés dans l'usine, visibles de tous. Ils ceinturent entre autres l'atelier des presses transformé en véritable blockhaus. La plupart des délégués comme les O.S. presses ne peuvent y pénétrer.

« Ne pas travailler avec la police dans l'usine, avec les fusils dans le dos », c'était le mot d'ordre lancé par la C.F.D.T. et la C.G.T. aux 10 000 travailleurs (sur 20 000) convoqués par la direction. Seuls quelques centaines d'ouvriers professionnels y ont répondu mais pas pour longtemps. Les outilliers ont repris le travail au bout d'une journée, l'entretien au bout de deux. Triste constatation : des milliers de travailleurs, français pour la plupart, acceptent sans broncher les forces de l'ordre dans leur usine — comme s'il s'agissait d'un phénomène normal.

L'a priori de la C.F.D.T.

L'enjeu de la grève des presses est énorme : un échec signifie des dizaines de licenciements d'ouvriers et de délégués et peut-être la fermeture de l'atelier durant des mois. Or, sans extension, la grève des presses est maintenant inefficace car durant le lock-out la Régie Renault a d'une part déménagé des outils, d'autre part fabriqué, pour se couvrir durant tout le mois de juillet, les pièces qui lui manquent

Comment a-t-on pu en arriver là ? Quelles responsabilités pèsent sur les organisations syndicales ? Comment se fait-il qu'il ait été impossible de mobiliser les 110 000 métallos de Renault pour créer un véritable rapport de forces à l'échelle de l'entreprise ? Les divergences syndicales, dont toute la presse se fait l'écho, ont-elles empêché une mobilisation importante ?

L'union syndicale Renault C.F.D.T. et la Fédération de la métallurgie C.F.D.T. ont considéré, pratiquement dès le départ, que les conditions d'une offensive générale des travailleurs n'étaient pas réunies : proximité immédiate des vacances qui rend prudente la grande masse des travailleurs, occupation très minoritaire de l'usine de Cléon et grève d'un seul atelier à Flins. La C.F.D.T. Renault et la F.G.M. ont donc basé leurs propositions sur une stratégie à moyen et long terme. La C.F.D.T. met en avant un objectif : la négociation d'une convention collective de tous les métallurgistes. Pour y parvenir, elle propose quatre heures de grève par semaine dans toute la métallurgie (ces quatre heures de grève sont à utiliser suivant les conditions spécifiques de chaque entreprise). En outre, la C.F.D.T. accuse la C.G.T. de préférer les accords d'entreprise.

Les propositions de la C.F.D.T. sont, dans leur énoncé, séduisantes. La convention collective nationale signifierait la fin des disparités dans la métallurgie, l'égalité entre les travailleurs. Les quatre heures de grève par semaine permettraient une lutte d'ensemble coordonnée, réfléchie, sans qu'il en coûte trop aux métallos. Une pression constante de masse s'exercerait sur le patronat. Mais où le bât blesse-t-il ?

D'abord il n'est pas facile de faire prendre en compte l'objectif de la convention collective nationale aux travailleurs des grandes entreprises. En effet, ceux-ci ont du mal à croire que son contenu sera supérieur aux « avantages » dont ils disposent déjà. Pour eux, la barre du compromis se situera entre les plus favorisés et les moins favorisés. A partir de là ils se sentent difficilement concernés.

Ensuite, la forme de lutte (les 4 heures par semaine) ne correspond pas à l'état d'esprit actuel des travailleurs les plus combattifs. Ceux-ci recherchent l'efficacité immédiate, quitte à se couper des autres. Ils prônent la lutte frontale et l'épreuve de force avec le patronat.

France-Italie

La F.G.M.-C.F.D.T. se base sur l'exemple italien. Mais, ce faisant, elle renverse l'ordre des facteurs. Il a fallu le « mai rampant » italien qui fut une lame de fond analogue à mai 1968 en France pour imposer un contenu à la convention collective des métallos italiens. Nul n'a profité de mai 68 en France pour l'imposer au patronat. Depuis, les métallos italiens, forts de leurs acquis, de leur prise de conscience, peuvent mener des actions à long terme, coordonnées, plusieurs mois avant le renouvellement de la convention tous les deux ans.

Imiter le modèle italien, sans réunir les conditions préalables, peut conduire à l'immobilisme, à la paralysie. Une convention collective nationale des métallos, au contenu réellement favorable, ne pourra être obtenue en France que dans la foulée d'un vaste mouvement, la mobilisation s'effectuant sur des objectifs simples et clairs : salaire minimum de X... francs (1), augmentation égale pour tous sur le salaire de base, les 35 heures.

Pourtant se pose le problème de savoir pourquoi cette lutte ne serait pas générale et pourquoi se replier sur une politique par branche (métallurgie, chimie, textile...) qui divise les travailleurs.

Dans le conflit Renault, constatons que la stratégie de la C.F.D.T. ne répond pas du tout à la situation immédiate. Pour l'heure, elle laisse le champ libre aux discussions avec le patronat sur les terrains choisis par ce dernier. La C.F.D.T. Renault s'est convaincue qu'il était pratiquement inutile de tenter une extension des conflits en cours.

La C.G.T. Renault et la Fédération des travailleurs de la métallurgie C.G.T. ont tenu un langage dur en apparence. Ils mettent en question la possibilité d'aboutir à des accords avec le patronat. Ils dénoncent l'attitude de la C.F.D.T. qui, à vrai dire, leur a facilité la tâche. Mais dans la pratique, sur le terrain, la C.G.T. n'a rien à proposer, elle colle au mouvement sans savoir ce qu'elle fera le lendemain. Elle n'a pris aucune initiative concrète permettant une réelle extension de la lutte chez Renault.

Le conflit Renault semble l'occasion d'une vaste opération publicitaire devant la presse et le pays, doublée d'un bluff constant sur la mobilisation réelle des travailleurs. La C.G.T. annonce en permanence des chiffres pharamineux de travailleurs en lutte dans les usines ; chiffres gonflés.

Pour mieux situer l'attitude de la C.G.T., donnons quelques exemples sur



Flins. La C.F.D.T. Renault Flins propose l'extension du conflit des presses à l'ensemble de l'usine dès le 25 mai : la C.G.T. fait trainer jusqu'au 1^{er} juin. La C.F.D.T. Renault Flins demande à la C.G.T. de préparer les travailleurs à un éventuel lock-out prévisible pour le vendredi 2 juin : la C.G.T. refuse, estimant qu'il est improbable. Résultat : le tract commun des organisations syndicales est totalement inadapté à la situation du lock-out annoncé par la direction. Après la première ordonnance du juge de référé, la C.G.T. sort un tract en criant victoire. La police n'évacuera pas les grévistes des presses et elle critique, devant les journalistes, la C.F.D.T. qui démoraliserait les travailleurs en affirmant que le jugement n'est pas tellement favorable.

On pourrait ainsi multiplier les exemples. A en croire la C.G.T., la direction est isolée et le rapport des forces favorable. Où mènent de telles mystifications ?

Il ressort de ce qui précède que les positions de la C.F.D.T. Renault Flins ne sont pas exactement celles de l'union syndicale Renault ou de la F.G.M. Mais il est indéniable que ce ne sont ni les positions fédérales, ni les difficultés de l'unité syndicale qui sont la cause de l'échec de l'extension du conflit à Flins même. Il faut savoir d'abord balayer devant sa propre porte avant de dénoncer unilatéralement les autres.

En effet, le conflit Renault pose une série de questions fondamentales face à un patronat campant solidement sur ses positions : où en est l'unité concrète de la classe ouvrière sur le terrain de la lutte des classes ? Pourquoi cette séparation entre minorité combative et grande majorité attentiste ? Les réponses s'appuyant sur des schémas simplistes n'avancent à rien. Nous n'échapperons pas à une analyse de la réalité de la classe ouvrière.

Daniel JUGE ■

(1) Nous n'avons pas voulu ici fixer une somme.



La grève des O.S. à Flins : pourquoi cette cassure entre minorité combative et majorité attentiste ?

Moulinex : des commandos contre les femmes en grève

Cadres, CRS et gros bras CFT évacuent les usines occupées.

Moulinex est une société qui se porte bien : 10 600 salariés (surtout des femmes) répartis dans onze usines. Chiffre d'affaires en 1977 : 1 458 506 F, réalisé dans la vente d'une gamme de plus en plus étendue d'appareils électroménagers : friteuses, sèche-cheveux, fours auto-nettoyant, etc... bref, tous les instruments qui sont sensés « libérer la femme ».

Mais Moulinex, c'est aussi un patron de combat qui paie mal les OS, qui

les fait travailler à des cadences infernales, dans des conditions précaires. Le ras le bol éclatait le 15 juin à l'usine d'Alençon (2 800 salariés). Les ouvrières décidaient d'occuper. Ce mouvement fit tache d'huile. Furent tour à tour occupées les usines de Cormelle-le-Royal (près de Caen), Fresnay-sur-Sarthe, Mamers, Mayenne, Villaines-la-Juhel. Finalement, jeudi dernier, neuf unités sur onze étaient en grève ou occupées (celle d'Argentan et Saint-Lo

ayant rejoint la lutte). Objectifs : 400 F d'augmentation pour tous, les ponts payés et la cinquième semaine de congés payés.

L'appel aux tribunaux

Dans des régions qui votent massivement à droite (Basse-Normandie et Pays de Loire), on n'avait pas vu un mouvement aussi ample et aussi dur depuis la grève des OS du Mans. La direction y a tout d'abord opposé la tactique du silence. Le 23 juin, elle entamait celle de l'intimidation en envoyant à tous et toutes les salariés une lettre traitant les grévistes d'« irresponsables » et la revendication de 400 F d'« insensée », ajoutant, suprême hypocrisie : « il faut maintenant travailler avec acharnement pour vos familles, vos enfants ». Le refus de négocier hante les têtes patronales. L'appel aux tribunaux pour l'évacuation afin de faire respecter « la liberté de travail » est de rigueur. Moulinex n'y échappe pas qui exploite des milliers d'OS pour des salaires dépassant à peine 2 000 F par mois.

Le dernier week-end semblait devoir être calme. Au cours d'une réunion syndicat-patronat, tenue vendredi dernier, chez le préfet de Basse-Normandie, il était convenu que des négociations s'ouvriraient le lundi matin. Pourtant la direction appuyée par ses cadres grassement payés et ses cheffailons en décida autrement. Lundi matin, les occupants de l'usine de Cormelle-le-Royal étaient expulsés par des commandos de cadres et des gros bras de l'ex CFT. Le même scénario se reproduisait à l'usine d'Alençon. Chaque fois, les CRS suivaient les commandos de la direction. La collusion est évidente. Plus légalement, l'évacuation des usines de Fresnay-sur-Sarthe et de Mamers a été décidée par le tribunal du Mans. Les unités d'Alençon et de Cormelle-le-Royal étaient donc « occupées » par des cadres, des flics et quelques non grévistes. Une manifestation a eu lieu lundi après-midi à Alençon pour protester contre ce genre de méthodes policières et patronales.

Les ouvrières ne sont plus une minorité

Ces méthodes se généralisent : favorisées par des jugements de tribunaux prononcés très rapidement, elles tentent de casser les grèves actuelles. On a pu le constater à Flins, Sainte-Anne, aux Lainières de Cambrai, sur le chantier de Malville, etc...

Mais, chez les Moulinex, les ouvrières en grève ne sont pas une minorité. Après la provocation patronale, elles ne reprendront pas le travail sous la menace des bandes armées d'un patron dictatorial. Celui-ci devra négocier et écouter leurs exigences.

Y.S. ■

15^e rencontre des GAM 2 - Des prototypes du Front Autogestionnaire ?

Comment travailler avec les associations, la population ? Réunis aux Ulis (Essonne), les 20 et 21 mai derniers, les Groupes d'Action Municipale ont fait le point.

Quel doit être l'interlocuteur privilégié d'une municipalité : les associations (représentatives et écrans) ou la population (insaisissable et divisée ?). Le débat remue tout le courant autogestionnaire, même s'il n'est pas toujours aussi tranché en ces termes. Pourtant il conduit à des comportements très opposés : à Vaudoncourt (Doubs), le conseil municipal stimule et encourage la vie associative la plus diverse. A Louviers (Eure), le Comité d'Action de Gauche entend transcender la quasi-totalité des formes associatives au profit d'un dialogue direct et massif entre le pouvoir municipal et la population.

En l'état, l'unanimité se fait au sein des G.A.M. pour marquer son scepticisme à l'égard de certaines pratiques municipales de la gauche depuis les conquêtes de 1977 : cumul des mandats politiques et associatifs, conception étriquée et timorée de l'ouverture des commissions municipales à la population, information réduite ou tardive sur les dossiers épineux, contrôle des animateurs culturels (Orléans). Ils suggèrent que la vie associative soit favorisée par un urbanisme convivial et des lieux de rencontre plutôt que par des subventions paternalistes. Et ils œuvrent à la résolution des contradictions entre population et représentants associatifs ou institutionnels dans un sens autogestionnaire.

Une double évolution

A travers ces deux jours de rencontre la nature des G.A.M. s'est manifestée. Mouvement de terrain et d'action (1) à l'échelon communal, les G.A.M. ont vocation à participer au pouvoir politique local, et ils diffèrent pour cela de la Confédération syndicale du cadre de vie.

Ils ont connu une double évolution depuis les pionniers de la période 1963-1967. Evolution politique en apportant un soutien qui n'est pas inconditionnel à la gauche, et en répudiant les variétés du centrisme moderniste. Evolution géographique aussi : localisés d'abord dans les nouveaux centres urbains



Les rapports entre élus et population : favoriser un urbanisme convivial.

qu'ils défrichèrent pour la gauche socialiste, les G.A.M. s'installent maintenant aussi dans des centres ruraux refusant de s'éteindre et cherchant dans une nouvelle démocratie communale les moyens de résister à l'exode industriel ; ainsi les G.A.M. sont aux deux bouts des mouvements de population. Et tracent-ils le même avenir ?

Un observateur extérieur peut soupçonner l'existence de trois types politiques de G.A.M., dont les rencontres nationales rythment, maintiennent et stimulent l'identité commune : l'autogestion communale.

Le premier type rencontré serait le correspondant des collectifs allemands de citoyens. Ce type de G.A.M. se crée à la suite d'une lutte ponctuelle (comité anti-mafia à Puteaux, environnement, défaillance d'un service municipal, etc.) qui provoque un rassemblement interclassiste, se donnant ensuite une structure permanente d'intervention et, subsidiairement, de prise du pouvoir local par les citoyens.

Le second type correspond aux G.A.M. les plus anciens de par leur fondation. Ils ont subi depuis 1974 une concurrence sévère du P.S., soit que celui-ci les absorbe dans sa croissance ou les satellise comme partenaires face aux communistes (Grenoble, Orléans), soit qu'il cherche à les éliminer ou à prendre leur place : ainsi, alors qu'aux élections municipales de 1971 seul le P.C.F. s'opposait à la présence des

G.A.M. sur les listes de gauche parce qu'il ne les situait pas sur l'échiquier partisan, en 1977 le P.S. y mit une égale férocité comme à Yerres (Essonne) ou à Saint-Jean-de-la-Ruelle (Loiret).

Un nouvel état d'esprit

Un troisième type de G.A.M. apparaît, résultat du dédain des partis du programme commun à l'égard des non-partisans ; il s'agit de groupes politiques ni partisans, ni poujadistes, ni sectaires : associations polyfonctionnelles (groupes de pression, syndicats et politiques à la fois), ils n'hésitent sur aucun terrain de la contestation, constituant des listes aux municipales dans des villes moyennes, souvent avec le P.S.U., et obtenant des scores significatifs : Pontarlier (14 %), Châtenay-Malabry (7 %), Yerres (14 %), Villecresnes (12 %), Viry-Châtillon (10 %), Bron (19 %), Hargnies (49 % au 2^e tour), Marly-le-Roi (6 %). Ailleurs, ils imposent leur présence sur des listes d'union : Aix-en-Provence, Gaillon, Villebon-sur-Yvette, Briançon, les conduisant même à la victoire. Il y a des maires G.A.M. à Meylan et Saint-Priest (Isère), Ferrière-la-Grande (Nord), Hérouville-Saint-Clair (C a l v a d o s). Ces G.A.M., par la multiplication de leurs interventions, un état d'esprit expérimental et non dogmatique, la souplesse décentralisée du discours et le goût de l'action de masse, n'augurent-ils pas de l'avenir des fronts autogestionnaires ? Il y a des rendez-vous à prendre pour la rentrée.

Louis JOUVE ■

(1) Pendant la rencontre, le GAM de Villecresnes (Val-de-Marne) occupait la mairie pour protester contre le secret de certains dossiers d'urbanisme.

LE SECRETARIAT DES G.A.M.

- Bernard LIGER, de Viry-Châtillon (91170)
2, résidence du Parc-de-l'Orge
- Michel TRIGORY, de Puteaux (92800)
3/136, résidence des Rosiers
- Jean-Pierre MORICHAUD,
de Villebon-sur-Yvette (91120)
42, avenue de la Mairie
- Roberte LIBESSART,
de Châtenay-Malabry (92290)
40, rue Benoit-Malon

Yougoslavie : trente ans après le "non" à Staline

La Ligue des communistes yougoslaves vient de tenir son XI^e congrès. Victor Leduc, secrétaire national du PSU, y était invité.

Le XI^e congrès de la Ligue des communistes de Yougoslavie se tenait trente ans après la condamnation solennelle du Parti communiste yougoslave par le Kominform en raison de sa « *conception bourgeoise de l'indépendance nationale* » ; en fait : à cause de son refus de soumettre son pays à l'hégémonie soviétique.

Première fracture dans le monde communiste, le conflit de 1948 contenait en germe toutes les crises futures, depuis celles qui éclatent après la mort de Staline, en Allemagne de l'Est, puis en Pologne et en Hongrie, jusqu'au schisme chinois, au Printemps de Prague et jusqu'à l'euro-communisme.

A la pression formidable de l'U.R.S.S. et de ses satellites, à la campagne inouïe que les partis staliniens déclenchaient à travers le monde, les communistes yougoslaves, s'appuyant sur la volonté d'indépendance des peuples de Yougoslavie, surent opposer une résistance opiniâtre dont ils peuvent aujourd'hui tirer le bilan.

En recevant, dans l'immense salle dont la construction vient à peine de s'achever, les délégations de la quasi-totalité des Partis communistes, y compris l'imposante délégation soviétique conduite par Koulakov, membre du Politburo et possible successeur de Brejnev, en enregistrant le message chaleureux du Parti communiste chinois qui les abreuvait d'injures il y a quelques années, Tito et ses compagnons, les premiers qui dirent « non » à Staline, devaient éprouver quelque satisfaction. Lorsque Edouard Kardelj, qui préside la première séance du congrès, rend longuement hommage à Filip Filipovic, premier secrétaire du Parti socialiste unifié de Yougoslavie, victime des « purges staliniennes en 1938 », un frémissement parcourt l'assemblée.

Les dangers de l'hégémonisme

Dans son rapport, Tito, dont les 86 ans ne semblent pas avoir altéré l'ardeur, se garde d'accents triomphalistes en dépit de l'évidente consolida-



Le maréchal Tito :
pas de triomphalisme.

tion de la position de la Yougoslavie. Il exprime son inquiétude devant l'aggravation de la situation internationale : « *le risque de voir la guerre éclater, non seulement sur le plan local, mais aussi à l'échelle mondiale ne peut être exclu* ».

Parmi les dangers qui menacent la paix, Tito ne cite pas seulement l'impérialisme, le colonialisme et le racisme, mais aussi « *l'hégémonisme* ». Pour être encore plus explicite, il condamne « *toutes tentatives de réaffirmer des centres pour diriger le mouvement ouvrier* » et « *les tentatives d'imposer ses propres conceptions politiques et idéologiques aux partis et mouvements des pays non alignés et des autres pays en voie de développement* ».

Si Tito salue comme positive l'évolution actuelle du mouvement communiste en Europe occidentale et la conférence des partis communistes et ouvriers d'Europe tenue à Berlin, il ne semble pas pour autant enclin à relâcher la vigilance concernant « *les tendances négatives* » subsistant au sein de ce même mouvement ; ceci est à

rapprocher du développement important consacré à ce que les Yougoslaves appellent « *la défense populaire généralisée et l'auto-protection sociale* ». Il faut, dit le rapport, que les travailleurs et les citoyens, les autogestionnaires, organisent eux-mêmes leur défense et leur auto-protection dans les communautés de travail en assurant, dans la pratique même, la socialisation de la fonction de défense qui est, dans les autres systèmes sociaux, aliénée par rapport au travailleur. C'est, ajoute-t-il, « *la mise en œuvre de la conception marxiste du peuple en armes* ».

Des insuffisances avouées

Pas de triomphalisme non plus, du moins pas de satisfaction excessive au plan des résultats économiques : « *Nous n'avons pas accompli jusqu'au bout toutes les tâches que nous nous étions assignées à notre X^e congrès* » ; et Tito note les progrès insuffisants dans la productivité du travail, insuffisances qui tiennent à « *l'apparition de différences injustifiées qui, n'étant pas le fruit d'un apport de travail équivalent, dégénèrent en privilèges aux dépens des autres* ». Il s'attaque « *aux investissements non rentables, à l'implantation de capacités de production abusivement à double emploi, lorsque les décisions sont prises à l'insu des ouvriers, autrement dit de ceux qui en subiront directement et le plus durement les conséquences* ».

Comment faire naître le système politique de la base autogérée ?

Au cœur des problèmes, il y a tout ce qui touche au développement de l'autogestion dans la vie économique, sociale et politique. J'ai eu l'occasion d'en discuter d'une part avec les animateurs d'un conseil ouvrier d'une grande entreprise sidérurgique, d'autre part avec le président de l'Assemblée de la République socialiste de Monténégro, Badislav Soskic, membre de la présidence de la Ligue des communistes de Yougoslavie. Aucun de mes interlocuteurs n'a dissimulé le fait que de grands progrès restent à accomplir pour que la pratique de l'autogestion vienne complètement à bout du « *technocratisme* » et du « *bureaucratisme* ». L'autogestion ne tend à devenir le rapport social dominant que depuis la nouvelle Constitution et le X^e congrès (1974). Mais depuis, des changements très positifs se dessinent.

Selon Badislav Soskic, des questions essentielles sont maintenant posées : comment transformer l'appareil d'Etat d'appareil de pouvoir en appareil de protection de l'autogestion, ou encore, comment mettre l'Etat sous le contrôle des travailleurs autogérés, comment

faire naître tout le système politique de la base autogérée? Ce sont aussi les questions posées dans le dernier livre d'Edouard Kardelj écrit à l'occasion du congrès : *Les voies de la démocratie dans la société socialiste*.

Dépasser le monopole du pouvoir malgré le parti unique ?

J'ai demandé à Badislav Soskic ce qu'il fallait entendre par le « pluralisme démocratique des intérêts » dans la société autogestionnaire, expression qui vient d'apparaître dans le vocabulaire politique yougoslave. S'agit-il d'introduire le pluralisme politique ou de laisser dépérir la Ligue des communistes de Yougoslavie ?

Il s'agit, m'a-t-il répondu, de dépasser le monopole politique et de prise de décision. « *La Ligue est le premier parti communiste au pouvoir qui a commencé à se libérer du monopole du pouvoir d'une manière consciente.* » Il ne s'agit plus, a ajouté mon inter-

locuteur, « *d'un parti classique au pouvoir qui gère au nom de la classe ouvrière, mais d'un parti qui travaille sur un pied d'égalité avec les travailleurs.* »

Ce discours, qui exprime assez bien la pensée actuelle des dirigeants yougoslaves, peut être jugé optimiste, sinon contradictoire. Il témoigne, du moins, d'une réflexion et d'une volonté de dépassement qui méritent d'être signalées à tous les autogestionnaires.

Victor LEDUC ■

les armes de la critique

Althusser :

Qui est en retard ?

● **Louis Althusser**, Ce qui ne peut plus durer dans le Parti communiste, Paris, F. Maspero, coll. « Théorie », 1978, 124 p., 14 F.

On se souvient de la série d'articles de Louis Althusser, publiés par *Le Monde* du 24 au 27 avril 1978. Ils sont aujourd'hui édités par F. Maspero, précédés d'une préface datée du 10 mai d'une trentaine de pages où le philosophe répond au rapport de Georges Marchais au comité central. Ce rapport a été adopté comme chacun le sait « à l'unanimité » le 27 avril, c'est-à-dire 24 heures avant la fin des débats au cours duquel « de nombreuses questions ont été posées » qui sont restées des « secrets de direction ».

Il n'est pas possible ici de résumer ce que cette préface apporte aux articles déjà connus, d'autant plus que la verve polémique n'est pas résumable. A cet égard, le meilleur morceau d'Althusser est certainement le commentaire qu'il fait de cette impayable citation de Georges Marchais : « ... ici ou là, des camarades communistes... pensaient que les problèmes de l'union pourraient être surmontés par la seule incantation verbale : « Union, union, union ! ». C'est en effet un exemple typique d'« amalgame à l'envers, pour mettre au compte des autres ses propres fautes ».

Althusser précise au passage certains points de ses articles du *Monde* qui indiquent les étapes franchies par sa propre pensée, dont l'évolution s'accélère.

L'incantation verbale ne suffit pas, disait Marchais ; encore faut-il « faire l'effort indispensable pour imprégner les travailleurs du contenu transformateur du Programme commun ». Pourquoi ce travail serait-il indispensable ? A cause du « retard de la conscience » dans les masses, retard qui se comble par une « bataille d'idées ». Althusser voit ici la thèse de l'extériorité du parti par rapport aux masses qui fonde le parti comme le détenteur d'une Vérité conçue de façon religieuse ; vieille thèse kautskyste qui sévit depuis longtemps dans le mouve-

ment ouvrier tant social-démocrate que léniniste. Cette thèse, Althusser l'a défendue du temps de *Pour Marx* et de *Lire le capital* (1965). L'échec du 19 mars lui a permis d'aller au-delà de ses tentatives autocritiques antérieures, jusqu'à récuser complètement cette problématique. Le vrai moteur de la prise de conscience, le moteur de l'histoire, c'est la lutte des classes et non la popularisation du Programme commun et des théories sur la crise du capitalisme monopoliste d'Etat (C.M.E.). Le retard principal, c'est celui « de la direction du parti sur les exigences de la lutte des classes » et du XXII^e congrès du P.C.F. sur le XX^e congrès du P.C. soviétique (1956). Ces retards s'expliquent par deux causes : abandon du marxisme, influence de l'idéologie bourgeoise et du modèle d'Etat bourgeois jusque dans la structure organisationnelle du P.C.F. qui n'occupe pas la place qui doit être celle d'un parti révolutionnaire.

Althusser estime qu'une véritable ligne d'union populaire, pour la mobilisation active et le libre développement des initiatives des masses « peut se réclamer du XXII^e congrès ». Mais il ajoute, à l'intention des eurocommunistes et de la direction, une condition : voir clair dans ses contradictions, notamment mettre fin à ce qu'il appelle l'« aventurisme démocratique ». Tant que ce refus légitime de la fuite vers les solutions de la démocratie bourgeoise ne correspondra pas à la reprise en compte des aspirations autogestionnaires pourtant manifestées dans les luttes, Althusser pourra-t-il réussir à sortir réellement, comme il le souhaite, « de la forteresse » et du « dogmatisme », même s'il multiplie les critiques les plus pertinentes ?

Sans cette perspective autogestionnaire est-il possible de construire l'union populaire dont il se réclame ?

Jean-Marie DEMALDENT ■

Les raisons de la colère

Jean-Paul Delors et Stéphane Muracciole, Corse, la poudrière, Paris, éd. Alain Moreau, 380 p., 46 F.

Giscard vint en Corse, distribua promesses et belles paroles, prit quelques bains de foule et serra (tièdement selon la rumeur) la main d'Erulin, commis aux bonnes œuvres françaises du Shaba, cependant qu'une vingtaine de militants et responsables, ou supposés tels, du F.N.L.C. se voyaient déferés devant la Cour de Sécurité de l'Etat.

Bref, rien ne semble avoir réellement changé en Corse alors qu'en réalité, la situation s'y dégrade tous les ans un peu plus depuis le coup de tonnerre d'Aléria. Les raisons de cette colère ?

Une économie désarticulée, l'agricul-

ture à la dérive et une vie politique dominée par les clans, encore que ceux-ci soient de plus en plus remis en cause par les tenants de l'autonomie ou de l'indépendance.

Une seule certitude, la Corse est à un tournant. Le livre de Delors et Muracciole aide à le comprendre. Remarquablement documenté, ce dossier corse intéressera tous ceux qui voient l'île de Beauté autrement qu'à travers les dépliants touristiques ou les installations du Club Méditerranée. Avec en prime une intéressante bibliographie et en annexe des documents fort instructifs. Utile pour ceux qui ne veulent pas bronzer idiots sur une plage corse.

M. E. ■

Valeria Munarriz : Le chant profond de l'Argentine

Ainsi, tout s'est passé comme prévu : le Mondial a été remporté par l'équipe d'Argentine. La junta a donc — en partie — gagné son pari : elle a su tirer profit pour elle-même, pour son image de marque, d'une composante essentielle de la réalité quotidienne en Argentine : le football. Mais ce triomphe de dimanche soir, la mascarade de la remise de coupe par Videla ne doivent pas rester les seules images que nous conservons de ce pays sous la botte ; les clameurs du stade et les hymnes, les seuls accents que nous gardions à l'oreille. Il faut savoir écouter d'autres voix, qu'on essaie aujourd'hui d'étouffer : celle par exemple du tango, profondément enraciné dans la culture populaire, porteur de toutes les souffrances et de tous les espoirs. Le tango, pas celui des salons, mais celui des rues et des pampas : Videla ne le récupérera pas.

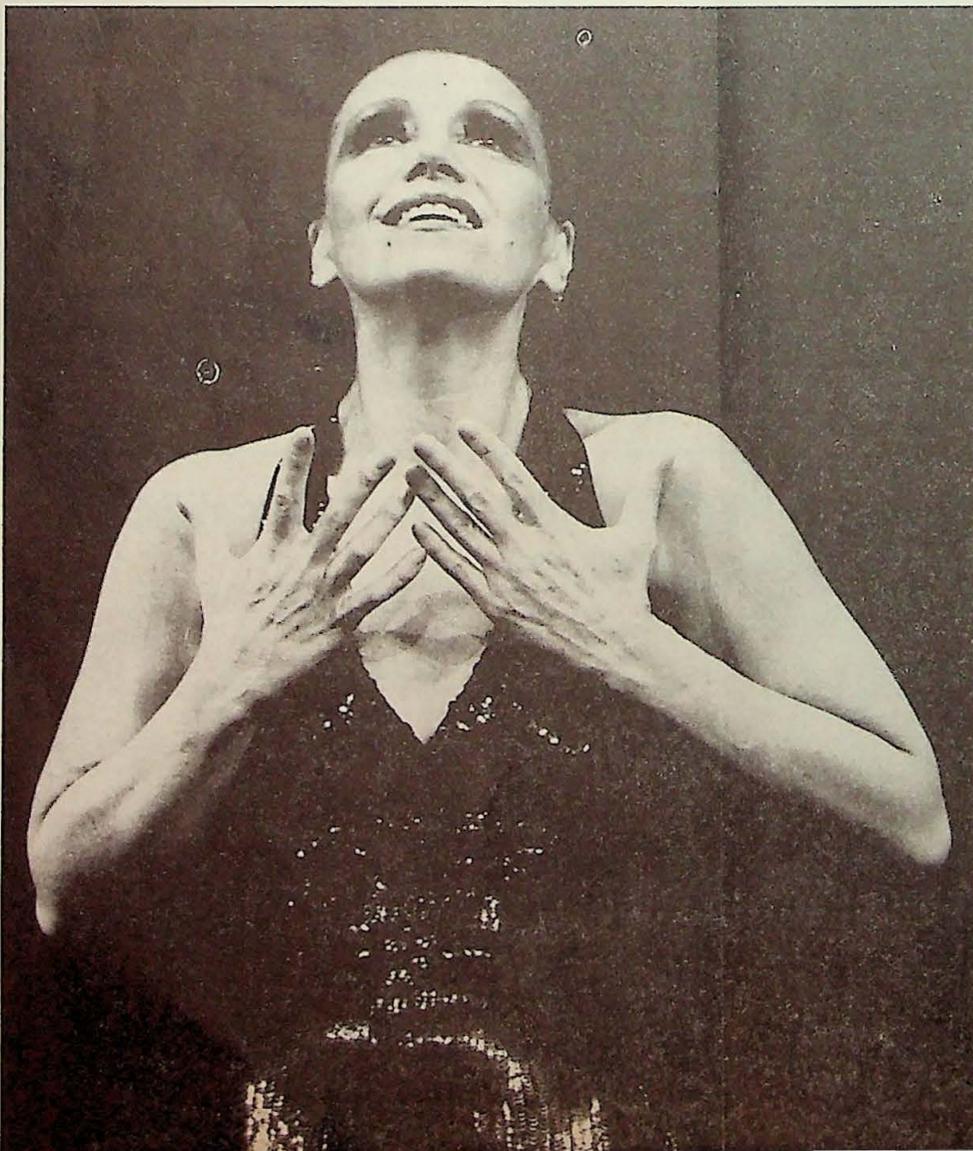
Elle vient de la Pampa. Elle chante le tango. Mince, longue, les cheveux gominés, elle s'est emparée de ce chant dont chaque note est un éclat d'âme du peuple argentin et nous le restitue avec fièvre. Elle est le tango. Une voix qui surgit comme un cri, se répand comme une plainte. Sensuelle, sensible, elle coule son corps gainé de noir dans

les rais blafards des projecteurs. Elle vacille et nous entraîne au son du bandonéon, poing serré ou mains offertes. Elle est porteuse de douleur et d'espoir. Elle : Valéria Munarriz.

Le tango, c'est Buenos Aires. Le sortide délabrement des villes et l'odeur âcre des bas-quartiers. C'est le chant du peuple le plus simple. Il est né au

Valeria Munarriz :

« Je ne chante pas pour passer le temps... »



bordel et, même s'il a été adopté par une *High Society* qui en fit une danse chic, le tango restera toujours l'enfant du port et des faubourgs.

« J'ai choisi de me consacrer au tango parce que c'est l'expression la plus immédiate de l'angoisse humaine, explique Valéria. Par ce chant, je m'approche du peuple je le retrouve. Je retrouve les abandonnés, les désespérés. Un tango peut être surréaliste, romantique ou bien réaliste, il sera toujours porteur d'angoisse et témoin de l'incommunicabilité qui règne au sein des villes.

Pour le peuple argentin, le tango c'est le moment du rêve, du désir, d'autre chose ; la parcelle d'illusion en même temps que la vérité de la pauvreté. Quand les gens de la « bonne société » ont récupéré cette danse, ils ne l'ont pas vraiment comprise avec leur cœur. Pour eux, c'était quelque chose de « pittoresque ».

Venir ici et chanter le tango représente beaucoup pour moi. Je ne voudrais pas être simplement folklorique ; je porte un message avec des poèmes souvent explicites (« *La Voz de la Libertad* ») de Miguel-Angel Asturias, par exemple). Mais peut-on changer le monde avec un poème ? J'essaie. Mon chant est une lutte et le tango est immortel. J'adore Aragon, votre poète, mais je dirais volontiers, contre lui, que je ne chante pas pour passer le temps. J'ai beaucoup à dire. Et pas seulement avec ma voix. J'ai fait du théâtre et mon corps tout entier joue le tango. Quand je chante, tout mon être doit raconter le poème.

Le tango est un peu comme la tragédie grecque : même si l'on ne comprend pas la langue, on frissonne parce que quelque chose se passe, qui vous interroge. J'aime varier les impressions : le surréalisme et la création d'un nouveau langage avec Asturias ; la folie avec Julio Cortazar, et les racines de notre malaise avec les plus vieux tangos des années 20.

Avec tout ça, il faut que j'arrive au cœur de tous les Français ; il faut qu'ils me comprennent. Mon pays, c'est autre chose que le Mondial ! Il y a une inquiétude argentine qui s'est installée sous la pluie de Paris. »

Fabian GASTELLIER ■

Théâtre de la Gaité-Montparnasse (322-16-18), à 22 h 15, jusqu'au 15 juillet.

LA VOZ DE LA LIBERTAD

Le sang se dresse
Les bulles sont ses pieds
Elles sautent de la blessure, et
[courent
Et les voici de nouveau dressées.
La voix de la Liberté
Dans la flaque où les bras en croix
La femme du peuple est tombée,
Lorsque surprise par les balles
Elle étendait son linge sur l'herbe.
La voix de la Liberté.

Paroles : M. A. Asturias.
Musique : J. J. Mosalini.